

« JE VOUS ECRIS DE LASALLE EN CEVENNES... »

Je vous écris de Lasalle en Cévennes, lieu assurément singulier, comme restent singuliers tant de lieux aujourd'hui en France ; je vous écris d'un lieu façonné par une histoire forcément complexe, un creuset où Lozériens, Espagnols et Italiens, papistes et parpaillots, éleveurs du ver à soie et ramasseurs de châtaignes, fileuses et journaliers, se sont démenés comme de beaux diables pour vivre ensemble ; un lieu où les écoles sont pleines ; où l'on se fait plaisir à vivre en bonne intelligence.

Je vous écris de Lasalle, site de plusieurs festivals, bourg où se créent des opéras, bourg où, au fil de l'an, on croise danseurs, paysans, poètes, bûcherons, chanteurs, maçons et cinéastes, où tout un monde dialogue sous les platanes.

Je vous parle d'une France des terroirs, qui n'est pas pour autant une France des natifs. Au plus près de soi, dans la sphère locale, et loin des grandes machines institutionnelles, se joue la carte de l'ouverture culturelle, qui permet la rencontre de l'Autre ; une France où l'on va au spectacle comme on va acheter son pain, ou faire une partie de boules.

C'est cette France intime que menace le projet de réforme territoriale ; une France à échelle humaine, une vie où le pays utile peut se superposer au pays imaginaire, un pays de vallées et de bassins versants ; entre monts arides et récits merveilleux, chacun se construit à travers des repères familiaux.

Nous, gens des territoires, sommes les enfants d'une France à la fois diverse et fraternelle, celle que figuraient, sur les murs de la communale, les cartes de Vidal-Lablache ; nous apprenions, devant leurs aplats de couleurs, que l'harmonie naît des nuances, et qu'un pays réel ne doit rien aux lois de la géométrie.

Tant pis pour cette France-là : d'audacieux réformateurs, de ceux que n'effraie pas l'idée de trancher dans le vif, et casser ce qu'on a mis des siècles à édifier avec douleur et bonheur, vont tout casser en soi-disant repenser nos territoires.

Dans cette histoire, qui décide pour qui ? Peut-on reconnaître à une majorité de circonstance, celle qui tient l'assemblée le temps d'une législature, le droit de tailler dans le tissu de la nation, de chambouler un puzzle hérité de l'Histoire ?

Entendons nous bien : les édiles locaux ne sont pas par principe hostiles aux réformes ; ils savent en apprécier la nécessité, les proposer, les mettre en œuvre ; encore faut-il qu'à tout le moins on les consulte, encore faut-il que les populations concernées restent acteurs de leur destin.

Or nous voilà confrontés à un diktat jacobin ; tout repose sur un a priori, un argument d'autorité emprunté à des experts que nul n'a élus : notre découpage administratif serait ingérable, du fait d'un trop grand nombre de paliers de décisions ; a-t-on jamais consulté sur ce point les gens du cru ? Leur a-t-on demandé si leur commune, leur canton, leur département, leur apparaissent soudainement superfétatoires ? On s'en est bien gardé, soupçonnant le lien quasi charnel qui les rattache à ces structures prétendument obsolètes. Et sans doute pour leur éviter de devoir prendre eux-mêmes des décisions déchirantes, on a entrepris de faire leur bonheur malgré eux.

Que prétend-on nous imposer en échange ? Un idéal de rentabilité, de fonctionnalité, qui dessaisirait les maires du pouvoir de mener une politique de développement choisie. Cet

idéal de rationalité regrouperait les services publics, les centres de décision, pour en faire des instances lointaines, déconnectées du quotidien.

Au nom de quel programme ? Rationalité, économies d'échelles, normes européennes, sont devenues raisons d'Etat. Les dommages collatéraux, ces trente six mille communes sacrifiées sur l'autel de la modernisation administrative, il faudrait en prendre son parti, quitte à verser une larme ; renvoyer leurs partisans dans le camp de la nostalgie ; laisser les affaires sérieuses aux gestionnaires efficaces.

Ils ont fait un beau rêve : réguler comme à Bruxelles, par commissions, normes et directives ! Décider du bien commun sans prendre l'avis des particuliers ! Ils caressent un grand projet, un pompon technocratique : des mégapoles régionales, concentrant, nous promet-on en haut lieu, 80% de la population ! Utopie ubuesque, digne d'un Ceausescu ! Qui a peur de notre diversité ?

La recomposition qu'on nous impose, après un simulacre de concertation, est un coup bas porté à la démocratie locale ; tout se décidera ailleurs, dans des assemblées croupions, avec leurs élus au premier tour, hégémoniques sans être majoritaires ; et si l'on donne aux préfets des prérogatives supplémentaires, dont le droit de recadrer ceux qui revendiqueraient encore une quelconque autonomie, alors nous entrons en dictature, une dictature lisse et feutrée, qui ne dit pas son nom.

Ne méconnaissons pas l'enjeu de ce projet de réforme : c'est en portant atteinte aux ressorts de la vie locale, à ses plus petits dénominateurs, que l'on cherche à remodeler toute une société.

Le philosophe Gilles Deleuze aimait à rappeler que la vraie démocratie ne peut pas être la dictature d'une majorité sur la minorité ; mais Deleuze était un rêveur...

Henri de Latour
Maire de Lasalle